

ELECTIONS LÉGISLATIVES

JUIN 1968



Aux Electrices et aux Electeurs de la 4me Circonscription

MESDAMES, MESSIEURS,

A la suite de la Dissolution de l'Assemblée Nationale, je suis à nouveau candidat et je vous demande de me maintenir la confiance que vous m'avez manifestée il y a quinze mois.

M. le Docteur LECLAIRE, Conseiller Général, Maire de SARLAT, si vivement estimé dans tout le Sarladais et dans le Département, est mon suppléant ; c'est un sincère Républicain de progrès, dont le sens social et la générosité sont connus et dont les réalisations ne se comptent plus.

Mon ami, M. Jean ROUBY, Conseiller Général, Maire de TERRASSON, qui m'a accompagné fidèlement dans les précédentes consultations, désire se consacrer entièrement aux lourdes responsabilités qu'il assume sur le plan municipal, départemental, professionnel et économique, et notamment à la Présidence du Comité d'Expansion de la Dordogne ; il a dans le Docteur LECLAIRE un digne successeur.

Ce qui s'est passé

La dissolution de l'Assemblée et les élections brusquées ont été annoncées dans une période de grave crise nationale : la France entière était paralysée ; l'Université la plus célèbre du monde s'en allait à la dérive ; des bagarres et des batailles avaient ensanglanté les rues de PARIS et de diverses autres grandes villes.

C'est le 2 Mai que tout avait commencé par la révolte des étudiants qui, désespérés de ne trouver aucun emploi à la fin de leurs études, en rendaient responsables l'Université, les Pouvoirs Publics et même la Société.

Les épisodes de cette révolte firent plusieurs milliers de blessés. Pendant ce temps, M. POMPIDOU séjournait en IRAN et en AFGHANISTAN ; ce n'est que le 11 Mai qu'il rentra en France : sa trop longue absence ne lui laissait d'autre issue que de faire précipitamment droit aux demandes des étudiants qu'on avait jusque là refusé d'admettre ; les étudiants demeuraient maîtres de la Sorbonne qu'ils occupaient à leur guise et qu'ils occupent encore.

Dès lors, les ouvriers constataient que le Gouvernement avait cédé à la violence et à l'occupation des Facultés. Ce fut pour eux une révélation et un puissant encouragement à la grève générale avec occupation d'usines, devant laquelle ils hésitaient depuis longtemps. La vie du pays s'arrêta.

Mais le Président de la République — *comme son Premier Ministre* — partit en voyage à l'Etranger ; il en rentra le 18 et on attendit encore sept jours qu'il ait parlé pour engager, le 25, les négociations pourtant inévitables entre le Gouvernement, les Syndicats et le Patronat.

En fait, pendant quatre semaines, on a traversé une crise grave de l'autorité de l'Etat, incapable de provoquer le retour à l'ordre et à la vie normale.

Pour essayer d'en sortir, le Chef de l'Etat annonça, le 30 Mai, la Dissolution de l'Assemblée sans que, cependant, l'agitation soit totalement résorbée, puisqu'elle continue en Juin.

Un triste bilan

Ainsi, au bout de dix années de « stabilité » et d'autorité gouvernementales, on assistait à un déferlement de troubles tels que la IIIe et la IVe Républiques n'en avaient pas connus. Le Président de la République avait, à un moment, demandé que des pouvoirs lui soient accordés par référendum, pour lui permettre d'opérer un ensemble de réformes qui auraient dû être réalisées plus tôt.

Deux causes principales à cela :

1) Pendant 10 ans, la France avait consacré le plus gros de ses forces à d'onéreux armements nucléaires et à une diplomatie ambitieuse, ce qui l'empêcha de se moderniser suffisamment au profit de sa jeunesse et de ses classes travailleuses ;

2) Le pouvoir n'a entendu ni les appels du Parlement, ni ceux des Maires et des Conseillers Généraux, ni ceux des Syndicats et Associations professionnelles.

Si, au début de la crise, il avait accepté d'engager le dialogue et fait appel au patriotisme des Français, la France n'aurait pas connu les heures difficiles qu'elle a vécues.

Les améliorations qui ont été arrachées représentent une addition beaucoup plus lourde à régler que si elles avaient été accordées progressivement au cours des années écoulées.

Refus de l'aventure

Pour masquer ces réalités et gagner les élections, le Pouvoir a imaginé d'obliger les Français à avoir uniquement le choix entre le Communisme et le Gaullisme. M. MALRAUX l'avait annoncé il y a plusieurs années déjà : *« Il ne restera bientôt plus que les Communistes et nous »*, avait-il dit.

On comprend fort bien qu'il s'agit en réalité de faire passer pour Communistes et de faire battre tous ceux qui ne sont pas de l'avis du Gouvernement : les Républicains de progrès et Démocrates du Centre, les Radicaux, les Socialistes et les jeunes Clubs de réforme politique.

Mais aujourd'hui, il ne s'agit pas d'habilité électorale de cette sorte. Il s'agit d'assurer vraiment la Paix civile en France et de créer une Nation nouvelle. Or, la manœuvre du Pouvoir dresse l'un contre l'autre deux grands blocs que les circonstances amèneront, plus tôt qu'on ne le pense, à se combattre de plus en plus fort, jusqu'à de dangereux affrontements.

Nous réprouvons avec force une telle perspective. Nous sommes partisans de l'union de tous les Républicains sincères, d'accord pour développer le progrès social et faire évoluer notre Société dans la Paix civile, la Liberté et la Loi librement débattue et votée par les représentants du Peuple.

Toute autre voie mène à l'aventure.

Ce qu'il faut faire

Nous n'en voulons pas. Car ce n'est pas ainsi que l'on viendra à bout des difficultés que va nous laisser la crise de ces dernières semaines : *les petites et moyennes entreprises et les exploitations agricoles, surtout familiales, vont connaître de nouvelles difficultés ; les familles, les pensionnés et les humbles, vont pâtir de la hausse des prix ; les finances et la monnaie vont être à nouveau menacées. Il faudra défendre les améliorations acquises contre tout mouvement de destruction.*

L'Agriculture, qui n'a pas connu d'amélioration, devra, surtout dans notre région, recevoir un puissant appui. *Qu'on considère la chute de prix importants à la production - ceux des veaux, des porcs, de la volaille et des œufs notamment - la stagnation d'autres prix, dont ceux du lait, les menaces qui pèsent toujours sur le monopole du tabac, les concurrences étrangères, dont nos noix sont de plus en plus frappées, la hausse des prix des fournitures, dont celle fort sensible des aliments du bétail !* On voit qu'il y a beaucoup à faire. Et d'abord, pourquoi se refuse-t-on toujours :

— à nous redonner l'indexation des prix ?

— à nous classer zone de rénovation rurale, ce qui permettrait à nos Agriculteurs de partir à 60 ans au lieu de 65, de bénéficier de bourses plus nombreuses pour leurs enfants et de prêts à faible intérêt pour les investissements ?

Avec notre Agriculture, il faut faire revivre le Périgord et le Sud-Ouest, sur lesquels on a beaucoup parlé, mais dont le recul n'a pas encore été stoppé et ne le sera pas de sitôt, si rien ne change.

Faites-nous confiance

C'est dans cet état d'esprit et avec ces pensées que je sollicite votre confiance. Vous me connaissez. J'ai toujours été Républicain ; j'ai toujours servi mon pays avec passion, dressant par-dessus tout le Drapeau de la France. Je demeure partisan des réalisations sociales et de réformes exécutées réellement et posément, hors de l'aventure, comme je l'ai fait, de l'aveu de tous, dans les années qui ont suivi la Libération.

Le Docteur LECLAIRE et moi n'acceptons pas que le sort des paysans, des travailleurs, quels qu'ils soient et de notre pays, soit décidé par un seul homme.

Faites-nous confiance et, ensemble, chers amis, nous défendrons la République et nos libertés, en essayant de toutes nos forces d'apporter plus de justice dans la société et de bonheur dans notre Région.

Robert LACOSTE
DÉPUTÉ SORTANT — ANCIEN MINISTRE
Président du Conseil Général — Maire d'Azerat

Remplaçant éventuel :

Docteur Jean LECLAIRE
Conseiller Général — Maire de SARLAT

Vu : LE CANDIDAT.

IMP. DU SARLADAIS - SARLAT